



LE CARTEL INTERSYNDICAL DÉNONCE LE CHOIX IRRESPONSABLE DES PARTIS (PLR – UDC – MCG – PDC) QUI RENIENT LES ENGAGEMENTS QU'ILS AVAIENT PRIS AVANT LE VOTE SUR LA RFFA, ET TRAHISSENT LA FONCTION PUBLIQUE ET LA POPULATION GENEVOISE

Les propositions du Conseil d'Etat afin de maintenir les prestations minimales au vu de la démographie étaient insuffisantes. Mais le fait qu'elles aient été bafouées par une majorité revancharde de circonstance au Grand Conseil, qui a choisi la version de la commission des finances et refuse les 412 postes supplémentaires au budget, représente une attaque sans précédent.

Le Cartel Intersyndical de la fonction publique et du secteur subventionné dénonce avec vigueur ces choix de la droite et de l'extrême droite car leurs conséquences se révéleront catastrophiques. La situation va vite devenir ingérable dans tous les services qui ont besoin de ces postes afin de garantir les prestations légales et d'effectuer leur mission auprès de la population genevoise.

La suppression, pure et simple, de centaines de postes de travail, pouvant conduire à des licenciements, est une première à Genève, c'est non seulement un camouflet et un désaveu de l'exécutif, mais aussi une provocation envers les fonctionnaires qui agissent pour pallier les multiples dégradations sur le terrain social, nécessitant « plus d'État » en non une cure drastique d'austérité !

Le postulat du « moins d'État » est celui d'un PLR englué dans les scandales et qui a tant à se reprocher dans le choix de son élu au Conseil d'État, responsable de l'abandon des principes républicains dans la gestion de la sécurité à Genève.

La droite du Grand Conseil, étrangère à toute logique, vote ou ne vote pas les annuités en fonction de choix mesquins de politique politicienne avec une volonté tenace de privatiser les secteurs les plus rentables de la fonction publique pour affaiblir l'État redistributeur. L'unité opportuniste et de façade entre le PLR, PDC, UDC et MCG n'a cure de mentir à la population et de ne pas tenir ses promesses. La réforme de l'imposition des entreprises (RFFA) devait être, selon eux, la solution indolore pour la République alors qu'elle est devenue, comme l'ont prédit les syndicats et associations du Cartel, une nouvelle arme de destruction massive contre les prestations et les emplois !

Des prestations qui sont concrètement sabrées au DIP...

En ne respectant pas les besoins minimums du DIP, on prépare le terrain pour dégrader la mission de l'école et favoriser l'émergence des écoles privées qui pourront fructifier sur la base des difficultés de l'école publique.

Le projet de l'école inclusive ne peut se réaliser ni même avancer avec les postes actuels, car beaucoup d'enseignants sont en souffrance compte-tenu d'une augmentation des responsabilités et de

la charge de travail qu'elle provoque ; le **foyer thérapeutique** pour adolescents, qui constitue une réponse au scandale des hospitalisations sociales, est fortement compromis ; les CO traversent des moments difficiles dus à une hausse de la **violence scolaire** qui trouve son origine dans la dégradation continue des conditions et des inégalités sociales, sans les ressources du personnel administratif et technique (PAT) qui comprend des éducateurs de terrain, des assistants sociaux, des infirmières, etc. la situation va devenir intenable pour les familles, les élèves et les enseignants ; la réforme de l'**informatique** sera repoussée alors que c'est une injonction de la Conférence intercantonale des directeurs de l'instruction publique ; la loi fédérale qui impose **3h d'éducation physique** par semaine ne sera toujours pas respectée ; le respect de la Constitution cantonale d'une **formation obligatoire** jusqu'à 18 ans se voit entravée dans son plan d'insertion à la vie professionnelle ; les options au collège seront diminuées, nombre de jeunes enseignants ne verront pas leur poste reconduit en septembre et les **effectifs d'élèves** par classe seront à la hausse, dans certains cas à 25-26 élèves ; de jeunes élèves du primaire devront se déplacer loin de chez eux et manger à l'extérieur... Telles sont les premières mesures envisagées par le DIP comme conséquence des décisions rétrogrades prises par le Grand Conseil.

...et ailleurs !

Le Service de protection des adultes (**SPAd**), le Service de protection des mineurs (**SPMi**) ne peuvent déjà plus assumer leur mandat institutionnel, les tâches deviennent impossibles à gérer et le travail des employés se dégrade à vue d'œil générant le mécontentement des usagers ! Alors que le Conseil d'État proposait seulement 4 postes supplémentaires pour les soins à domicile qui ont explosé (**IMAD**) ces dernières années, ceux-ci sont supprimés. Le message est clair : faisons place aux entreprises concurrentes du privé (Spitex, Flexicar...), qui va répondre à la demande de nos aînés de +8% par an ? C'est bien entendu scandaleux de constater que les appels aux **urgences 117**, n'aboutiront pas par manque de personnel et d'équipes qualifiées !

Sur la base de ces constats alarmants, le Cartel envisage la poursuite de la mobilisation afin de contrecarrer les plans des démolisseurs du service public. Le Cartel propose que dans tous les secteurs, dans tous les services, se tiennent des réunions d'information et de discussion pour organiser des actions fortes capables de reconquérir ce qui a été momentanément perdu. La volonté des syndicats de préserver les conditions de travail et les prestations à la population n'est pas entamée ! L'argent pour un financement juste des services publics existe mais il n'est pas correctement distribué.

Contacts :

Fabienne Payré	076 382 15 18	Pierre Alain Dufey	079 214 14 41
Françoise Weber	079 792 86 48	Olivier Baud	076 371 39 70